

Initiatives ministérielles

sur les gains en capital. Je ne parle pas de la vente de maisons ou d'exploitations agricoles, mais de l'exemption générale prévue pour les bénéficiaires réalisés sur le marché et ailleurs. Nous pourrions récupérer entre 1,5 et 2 milliards de dollars sur ce chapitre.

Nous pourrions ensuite jeter un coup d'oeil du côté des intérêts. J'ai déjà dit que les taux d'intérêt allaient fausser de 5 millions de dollars les projections du budget du ministre des Finances. Nous le saurons dans deux semaines lorsque le prochain budget sera déposé. Le gouvernement devrait abaisser les taux d'intérêt de 2 p. 100. S'il le faisait, il nous ferait économiser 3 milliards de dollars.

Troisièmement, nous devrions songer à imposer une taxe minimum aux sociétés. Comment se fait-il que le caissier d'une banque doive encore payer des impôts alors que certaines banques n'en paient toujours pas et que 60 000 sociétés ne versent pas un sou au fisc? La révolte fiscale gronde au Canada. Que vous alliez dans une région rurale de l'Alberta, où les conservateurs ne gagneraient pas un seul siège par les temps qui courent, ou dans les banlieues de la Colombie-Britannique ou de Toronto où les conservateurs sont également en difficulté, la révolte fiscale gronde.

Il faudrait arrêter un impôt minimum pour les sociétés. Reagan l'a fait. Rien ne nous empêche et nous irions chercher encore un milliard de dollars.

Enfin, il faudrait décréter une taxe sur les grosses fortunes au Canada. Je crois qu'une telle taxe existe dans 13 des quelque 21 pays de l'OCDE, les pays industrialisés. Nous pourrions percevoir encore un peu d'argent grâce à cette taxe.

L'alternative à la TPS existe et je mets les ministres en demeure de contredire ces chiffres qui sont la preuve que cette solution de rechange néo-démocrate existe.

En terminant, monsieur le Président, je tiens à dire que je suis fier de la lutte que le NPD a menée à la Chambre contre la motion de clôture en utilisant toutes les tactiques légitimes permises pour faire savoir au pays que notre parti dénonce cette mesure. J'ajouterai également que j'ai proposé une solution de rechange en quatre volets pour remplacer la TPS. Nous avons donc adopté une approche très positive lorsque nous avons affirmé qu'il existe d'autres solutions.

Or, pour procéder ainsi, comme l'a fait observer en des termes plus imagés que les miens le député de Nickel Belt, il faut faire un choix, prendre la part des petites gens, des travailleurs de notre pays, des familles, des gens à revenu moyen et des petits salariés, mais pas celle des riches comme les conservateurs ont choisi de le faire.

Enfin, j'aimerais avoir plus de temps pour m'étendre sur ce point, mais je me contenterai d'ajouter que la politique conservatrice des petits salaires, indispensable selon eux pour que nous soyons concurrentiels à l'échelle mondiale, n'est pas l'unique solution. Au Canada, nous devrions avoir des salaires élevés, une productivité élevée et une main-d'oeuvre instruite. C'est cela la véritable voie de l'avenir. Il nous faut également conjuguer capital et travail.

Voilà en quoi consistera la politique économique du NPD pour l'avenir. Nous avons proposé une solution de rechange à la TPS. Nous avons proposé une nouvelle politique économique. Je puis garantir aux conservateurs que le pays est à l'écoute parce qu'il en a soupé du gouvernement conservateur et de sa taxe injuste et qu'il ne se laissera plus jamais jouer et escroquer.

M. Peter L. McCreath (South Shore): Monsieur le Président, je crois que les Canadiens veulent un gouvernement qui puisse assurer une saine gestion économique, un gouvernement qui comprenne les réalités économiques, un gouvernement qui puisse mener notre pays dans la voie de la croissance, du développement économique et de la compétitivité et qui sache faire augmenter le nombre des possibilités d'emplois intéressants et épanouissant pour les Canadiens.

Les Canadiens veulent des faits, pas des envolées de l'imagination du genre de ce que nous avons entendu de la part de mes honorables collègues d'en face. Ils veulent du réel, pas des mythes. Ils ne veulent pas être induits en erreur ni se faire servir des erreurs d'interprétation comme cela s'est fait non seulement dans le cas de ce projet de loi si diffamé mais aussi auparavant.

Je suis fier d'intervenir aujourd'hui pour appuyer le projet de loi C-62. Il constitue un élément très important d'un programme économique solide que notre gouvernement est en train de mettre en oeuvre depuis cinq ans et qui va garantir la compétitivité du Canada sur les marchés internationaux des années 90 et même du prochain siècle.

Parlons de ce qu'est la TPS, non de ce qu'elle n'est pas. La TPS est une taxe à la consommation. Elle constitue un élément d'un programme équilibré de taxation. Les taxes à la consommation ne sont pas chose nouvelle au Canada.